



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Intervention de Bruno Le Maire lors du colloque du Collège de France : « La science et la lutte contre la pauvreté : quel chemin parcouru en 20 ans et quelles perspectives pour la suite ? »

Jeudi 22 juin
Collège de France

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Monsieur le Ministre, cher Abdourahmane Cissé,

C'est un plaisir de vous retrouver aujourd'hui à Paris. Je suis très heureux d'être parmi vous ce matin dans ce cadre unique exceptionnel du Collège de France, haut lieu de l'intelligence française.

Je voudrais rendre hommage au Collège de France, en hommage à son passé fastidieux et en hommage aux travaux modernes et originaux qu'il produit aujourd'hui, et dont le travail d'Esther Duflo, je crois, en est la meilleure représentation.

Je voudrais rendre hommage aussi plus personnellement à Esther Duflo. Rendre hommage à ton travail, rendre hommage à la manière dont nous avons ouvert de nouvelles pistes sur la lutte contre la pauvreté, et te dire que cela fait bien de voir une chercheuse de bon niveau, maître de la raison, là hélas, dans le débat public, où la folie gagne du terrain. Cela fait du bien de pouvoir mettre de la précision là où il y a de l'imprécision, cela fait du bien de pouvoir mettre dans ce débat public, du calme, là où le bruit et la fureur envahissent nos discussions.

Et puis, chère Esther Duflo, je mène un combat juste. Ce combat, c'est la lutte contre l'extrême pauvreté. Et je pense qu'il n'a jamais été aussi nécessaire de lutter contre l'extrême pauvreté, en particulier dans les pays du continent africain. C'est vrai que nous avons fait d'immenses progrès. Le taux mondial de la pauvreté est passé de 36 % en 1990 à 9 % aujourd'hui. Nous avons divisé par deux les mortalités infantiles et maternelles. Certaines maladies comme le paludisme et le Sida sont mieux maîtrisées. La scolarisation gagne aussi du terrain. Tout cela se résume en un seul chiffre qui fait référence : la valeur d'indice de développement humain mondial est passée, pour être tout à fait précis, de 0,598 en 1990 à 0,732 en 2021. Il s'agit d'une amélioration inédite des conditions de vie générales sur la planète.

Je tenais à rappeler ce bilan multiple, qui tient au volontarisme des organisations internationales, banque de développement, ONG et au rôle décisif joué par la science économique et les économistes dans les politiques humaines.



Cependant, je vous cite, depuis le Covid, nous repartons en arrière. Et nous remarquons en amont, pour une raison très simple, c'est que les pays développés avaient les moyens et les ont utilisés pour lutter contre les conséquences, un effondrement de la croissance économique le plus important depuis 1929 et nous avons tous engagé, les États-Unis, l'Europe, le Japon, les pays développés de 24 à 27 % de notre richesse nationale pour nous redresser. Et le redressement a été spectaculaire.

Tout le monde pensait que, comme en 1929, la crise économique conduirait à une crise politique et à l'effondrement du système économique des pays développés, rien de tout cela n'est arrivé parce que nous avons su apporter la réponse nécessaire et que nous avons dégagé les moyens nécessaires, en faisant fi de tout respect des règles budgétaires, de tout respect des règles d'endettement, en empruntant collectivement au niveau européen, nous avons sauvé nos emplois, sauvé nos entreprises, sauvé nos PME.

Les pays en développement, eux, y ont consacré à peine plus de 2 %. Ils avaient déjà des retards, ils ont accru ce retard en n'ayant pas les moyens d'emprunter, pas les moyens de dégager des ressources budgétaires supplémentaires. Et quand nous voyons devant nous se creuser le grand fossé entre les pays développés et les pays en développement, avec derrière des risques d'instabilité politique, des risques de flux migratoires massifs. C'est ça aujourd'hui le sujet que nous voulons aborder avec le président de la République dans ce sommet pour un nouveau cadre financier mondial et européen. Et pour cela, nous avons besoin de diagnostics précis, de diagnostics fiables et de politiques fiables.

C'est là que les économistes, avec des approches radicalement nouvelles, comme celles proposées par Esther Duflo, sont absolument indispensables. Nous avons besoin d'élaborer des politiques publiques. Et je rassure tout le monde, le ministre de l'Économie et des finances n'élabore pas sa politique publique tout seul dans son bureau, mais avec ses conseillers. On consulte, on voit beaucoup de monde, des experts, beaucoup de responsables politiques pour savoir exactement ce qui est nécessaire. Et comme Esther Duflo, nous écoutons le plus possible pour définir la meilleure politique publique. C'est vrai sur le développement, c'est vrai sur la lutte contre l'inflation, quand tout à coup, l'inflation explose sur le continent européen.



Avant de décider une politique publique, il y a un travail intense de la direction pour savoir quelles sont les bonnes décisions à prendre et comment faire en sorte que notre objectif de baisse de l'inflation, de recul de l'inflation soit obtenu. Et quand on se fixe un seul objectif, on accepte de payer le prix de choses qui sont un peu moins sympathiques, des politiques budgétaires moins généreuses, parce que sinon, on alimenterait l'inflation, des politiques de taux d'intérêt plus restrictives, des taux d'intérêts qui augmentent parce que sinon l'inflation ne va pas manquer de progresser et parce que tous ensemble, nous nous sommes dit : la priorité absolue c'est que les prix reculent et, pour ça, on va mettre en place une telle politique publique.

Même chose sur le développement. Un sujet éminemment complexe. Nous avons besoin des évaluations et des propositions des économistes. L'approche d'Esther Duflo est une approche particulièrement intéressante parce que c'est une approche qui est pragmatique, avec une méthodologie de rigueur implacable, une culture de la preuve, une attention au détail, une intelligence des faits qui sont absolument décisifs.

Trop souvent, malheureusement, on s'enferme dans des combats idéologiques, vous avez l'immense mérite de sortir ici des débats idéologiques pour considérer des résultats abrupts. Ça marche ou c'est dangereux. Et en affaires de pauvreté et d'extrême-pauvreté, on n'a pas droit à l'erreur. Ça marche, ça régresse, ça marche pas, ça progresse.

Souvent déjà, chère Esther Duflo, vous avez parlé d'économiste plombier. L'économiste plombier, c'est un peu un empêcheur de tourner en rond, c'est un responsable politique, un responsable public, accablé d'obligations, accablé de rendez-vous, accablé de décisions à prendre et il déteste qu'on vienne lui dire : ça ne marche pas, vous devez faire ceci, vous devez faire cela. Et pourtant, c'est indispensable. Ce n'est pas la mouche du coche, c'est l'aiguillon pour les politiques publiques, je donne un exemple très concret, parce que le Gouvernement décide d'amener l'eau potable. Aucun doute que le Gouvernement français s'est engagé une fois que l'accord est signé en grande pompe entre l'entreprise et le Gouvernement, on se dit : « c'est bon, on a fait avec les journaux et puis on passe à autre chose ». Et c'est là que l'histoire de ces économistes arrivent et disent : « désolé, ça ne marche pas ». Vous avez construit une infrastructure, c'est très bien pour Veolia, c'est très bien pour le Gouvernement Marocain, mais il se trouve que l'eau n'arrive toujours pas.



Donc, il y a quelque chose qui ne va pas. Et là, en l'espèce, ce qui n'allait pas, c'est que les procédures administratives de raccordement empêchaient les populations d'arriver à ce bien vital.

C'est vous qui êtes décideurs à simplifier les démarches. C'est vous qui avez exigé une modification des règles administratives. Vous avez été très utiles, vous avez été des empêcheurs de tourner en rond. Les responsables politiques en ont besoin. C'est pour ça que vous êtes essentiels. Vous avez modifié concrètement la vie des gens. Il faut agir jusqu'à ce que tout cela fonctionne.

Alors, en même temps, je le disais, nous sommes confrontés à un nouveau défi qui est de voir cette extrême pauvreté revenir dans nos vies, dans les pays asiatiques, dans les pays africains. Il est encore plus urgent d'intervenir, encore plus urgent d'apporter des réponses aux conséquences de la crise du Covid et, bien entendu, du réchauffement climatique qui frappe d'abord, en priorité, les pays qui sont le plus en retard en matière de développement.

Qu'est-ce que nous pouvons faire ? D'abord, nous pouvons intervenir au niveau national. Avant de vous parler des grandes organisations internationales qui sont nécessaires, il faut mobiliser au niveau national. C'est ce que nous faisons, sous l'autorité du président de la République, en étant aujourd'hui la 4ème nation qui apporte le plus de moyens financiers pour l'aide publique au développement. Notre aide publique au développement est passée de 10,1 milliards d'euros en 2017 à 15,1 milliards en 2022. Je veux saluer, de ce point de vue-là, le travail remarquable qui est fait par l'Agence française de développement et par le Fonds d'innovation pour le développement, lancé en 2020 par le président de la République et qui donne des résultats très concrets.

Je sais, chère Esther Duflo, que vous êtes très attachée à toute innovation pour le développement. Vous êtes la présidente de ce fonds, avec une philosophie très simple, c'est l'innovation qui va permettre de réduire la pauvreté. Et il faut arrêter de se contenter de mettre des fonds ou de lancer des projets qui sont connus depuis 5 ou 10 ans. Il faut être capable d'investir dans l'innovation. Et c'est là l'un des défis de la recherche, pas simplement comprendre, pas simplement appliquer, pas simplement contrôler mais également innover.



Je rappelle que, grâce à ce fonds, 50 projets très concrets ont pu être financés, pour un montant global de 25 millions. Je vais en citer quelques-uns, pour montrer à quel point tout cela est concret et pragmatique : les réfrigérateurs solaires pour préserver les récoltes au Maroc, au Togo et en Côte d'Ivoire ; un baume anti-moustiques pour lutter contre le paludisme au Burkina Faso. Tout cela est concret et efficace.

La deuxième chose, c'est l'engagement international. C'est tout l'objet du Sommet pour un nouveau pacte financier qui a lieu en ce moment à Paris, qui va rassembler plusieurs dizaines de chefs d'Etat du monde entier.

Ce sommet, je vais vous en dire un mot pour conclure, pour vous dire l'importance que nous y attachons et ce sur quoi il peut déboucher. Dans le fond, depuis 1944, nous avons créé des institutions financières et un cadre financier qui a d'abord vocation à défendre les intérêts des nations occidentales et le cadre financier du monde occidental. Ce cadre financier, il n'a pas eu vocation à lutter contre le réchauffement climatique. Le réchauffement climatique, personne n'en avait conscience ou presque en 1944. Il faut le faire évoluer. Il faut que ce nouveau cadre financier mette le climat au centre de ses préoccupations. Et c'est ce que nous faisons aujourd'hui, c'est ce qu'a voulu dire le président de la République. Dire avec un cadre financier qui gère les problèmes habituels, sur les problèmes de dette, de développement, s'ils laissent de côté le problème central du 21ème siècle, qui est le réchauffement de la planète, il ne nous permettra pas de vivre tous, de manière plus stable et plus simplement, de manière plus appropriée.

Donc, nous devons modifier ce cadre financier international. Qu'est-ce que nous proposons comme solutions et comme orientations ? La première, c'est avoir une meilleure coopération entre les banques multilatérales de développement. C'est notre première grande orientation. En gros, ces banques sont parfaitement respectables, elles jouent un rôle absolument majeur, mais d'abord, elles n'ont pas le climat dans leurs objectifs. L'objectif principal des banques multilatérales de développement, c'est la lutte contre l'extrême pauvreté. Très bien, objectif majeur. Mais le climat ne figure pas dedans. Et nous voulons, comme le fait Esther Duflo dans sa chaire, lier extrême pauvreté et climat, nous devons faire ce lien entre l'extrême pauvreté et les conséquences du réchauffement climatique.



Esther Duflo, je l'ai vu cette semaine, nous donnera tous les chiffres, qui peuvent être frappants, les premiers pays qui sont encore à soutenir économiquement et humainement par le changement climatique, ce sont les pays dans des situations d'extrême pauvreté. Nous devons avoir comme direction, pour les banques multilatérales de développement, l'extrême pauvreté et le réchauffement climatique.

Deuxième chose, si nous mettons le climat, ce sont des phénomènes globaux, donc il faut arrêter avec les projets dans lesquels chaque banque multilatérale de développement vient planter son drapeau, en disant : c'est mon projet à moi, que j'ai financé moi-même. Il faut des projets globaux à l'échelle d'une région.

Du côté des épisodes de sécheresse, ça ne va pas toucher telle nation dans le cadre de ses frontières, ça va toucher toutes les nations, donc il faut des projets globaux et sortir de la logique des drapeaux pour aller vers la logique globale du traitement des problèmes. Les banques doivent prendre des risques, elles veulent des bilans formidables.

Qu'est-ce-que ça veut dire concrètement ? Ça veut dire qu'elles doivent accepter de prendre un petit peu plus de risques. En maîtrisant mieux leur bilan et en prenant plus de risques, elles peuvent dégager 200 milliards de dollars de prêt sur une dizaine d'années. Voilà notre première évaluation, mieux utiliser les banques multilatérales de développement pour lutter contre l'extrême pauvreté provoquée par le réchauffement. Ça a l'air simple, dit comme ça, mais ça a représenté des mois, on peut dire des années de combat du président de la République, de son ministre des Finances, de sa ministre des Affaires étrangères pour faire bouger les lignes. C'est nécessaire parce que vous voyez que les sommes en jeu sont les seules à la hauteur des défis.

Deuxième proposition : utiliser les moyens du Fonds monétaire international. Il y a nos outils comme les DTS, les droits de tirage spéciaux. Nous voulons les convertir en prêts concessionnels. C'est-à-dire des prêts à des taux particulièrement avantageux, vous voyez qu'au moment où les taux d'intérêts explosent, offrir aux pays en situation d'extrême pauvreté des moyens de financement particulièrement attractifs, à hauteur, cette fois, de 100 milliards de dollars, c'est vital. Et je pense que nous allons y arriver, à l'occasion de ce sommet.

Troisième grande orientation : utiliser l'argent du privé. Il y a plein d'argent sur la planète, mais il faut qu'il bascule des intérêts privés vers des intérêts collectifs. Et que l'argent public utilisé permette de faire levier sur ces investissements privés pour dégager encore plusieurs centaines de milliards de dollars de marge de manœuvre financière.

Quatrième orientation, toujours pour ce sommet. L'idée est d'avoir une taxe sur les émissions de CO2 des compagnies maritimes et du transport. Je ne vois pas pourquoi le principe de pollueur-payeur ne s'appliquerait pas aussi aux transports maritimes, à l'échelle mondiale, pour financer les conséquences de la lutte contre le réchauffement climatique.

Enfin, une toute dernière orientation, c'est la dette. La dette est un fardeau trop lourd sur les épaules des pays en situation d'extrême pauvreté. Parce que là aussi, les créanciers ont toujours besoin de récupérer leur argent. Donc, ça a l'air très simple de dire qu'il faut restructurer la dette de tel pays en situation de pauvreté, dans la réalité financière, c'est quand-même plus complexe, mais c'est vital. Nous avons réussi à le faire, à l'initiative du Club de Paris, et nous avons un créancier majeur, dont la présence aujourd'hui à Paris est décisive, c'est la Chine. La présence du Premier ministre chinois, aujourd'hui, à Paris, sera décisive pour améliorer le traitement de la dette des pays qui sont les plus touchés par l'extrême pauvreté. Et nous faisons aussi une proposition très concrète, mais elle n'est pas expertisée par Esther Duflo et par sa chaire, c'est prévoir une clause climat dans la dette des pays les plus pauvres. Je trouve cette idée géniale, car comme toutes les idées géniales, elle est simple et j'arrive à la comprendre.

C'est un peu la mesure pour moi des bonnes idées, celles qu'on peut comprendre facilement. On mettrait, dans chaque service de la dette des pays les plus pauvres, une clause climat. Quand il y a un dérèglement climatique grave qui touche un pays, le service de paiement de sa dette pourrait être suspendu. Je trouve que c'est juste. C'est efficace. Un pays qui est touché par un épisode de submersion marine, qui est touché par un épisode de grande sécheresse, il a mieux à faire que de payer sa dette, il doit d'abord s'occuper de sa population, il doit reconstruire, il doit investir. Nous proposons cette clause climat : un pays qui est touché par un événement climatique s'occupe d'abord de sa population, de ses infrastructures, plutôt que de ses créanciers. C'est une idée juste, c'est une idée révolutionnaire, donc c'est une idée qui mérite d'être portée.

Merci encore chère Esther Duflo de ton accueil ici.